

**Point de presse de la porte-parole -
Turquie/Déplacement de M.
Jean-Yves Le Drian/Rappel de la
déclaration de la porte-parole -
Paris accueillera les jeux
olympiques et paralympiques en
2024/Rappel de la déclaration de M.
Jean-Yves Le Drian - Liberté de la
presse/Entretien de M. Jean-Yves
Le Drian avec M. Christophe
Deloire, secrétaire général de RSF -
Azerbaïdjan/Déplacement de M.
Jean-Baptiste Lemoyne - Journées
européennes du patrimoine - Corée
du Nord - Iran
(Paris, 14 septembre 2017)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a rappelé sa déclaration et la déclaration du ministre, fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Turquie - Déplacement de M. Jean-Yves Le Drian (14-15 septembre 2017) - Rappel de la déclaration de la porte-parole

M. Jean-Yves le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, effectuera les 14 et 15 septembre un déplacement à Ankara. Il y aura des entretiens avec son homologue turc, Mevlüt Çavusoglu, ainsi qu'avec le président Recep Tayyip Erdogan et le Premier ministre Binali Yildirim. Il rencontrera également des représentants de la société civile ainsi que le dirigeant du principal parti d'opposition, Kemal Kiliçdaroglu.

Nous avons avec la Turquie un dialogue exigeant et constructif, dans lequel s'inscrit cette visite.

Les discussions porteront sur les principales questions internationales et régionales, sur lesquelles nous échangeons en permanence avec la Turquie. M. Jean-Yves Le Drian fera le point avec ses interlocuteurs sur le conflit syrien, dans la perspective de l'après-Daeç et de la recherche d'une solution politique. Notre coopération dans le domaine de la lutte contre le terrorisme - qui a enregistré d'importants résultats ces dernières années, notamment pour ce qui est du retour des combattants terroristes français - sera à l'ordre du jour. Le ministre abordera également les enjeux climatiques et la ratification par la Turquie de l'accord de Paris.

La relation entre l'Union européenne et la Turquie sera traitée dans chacun des entretiens. M. Jean-Yves Le Drian rappellera que la France considère la relation entre l'Union européenne et la Turquie comme essentielle pour les deux parties et qu'une rupture n'est pas souhaitable. Le partenariat entre l'Europe et la Turquie porte ses fruits, notamment dans le domaine migratoire. Nous souhaitons donc la reprise rapide d'un dialogue apaisé et respectueux.

M. Jean-Yves Le Drian s'entretiendra également avec les autorités turques et des représentants de la société civile de la question des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères rappellera la détermination des autorités françaises à obtenir le retour de notre compatriote Loup Bureau en France. Il plaidera auprès de chacun de ses interlocuteurs pour sa libération. Les autorités françaises sont pleinement engagées pour y parvenir, comme en témoignent les appels téléphoniques du président de la République à son homologue turc à ce sujet. Notre ambassade est régulièrement en contact avec les autorités turques et travaille notamment à obtenir l'amélioration des conditions de détention de M. Loup Bureau. À ce titre, une deuxième visite consulaire a pu avoir lieu le 6 septembre. Notre consul lui a également communiqué des nouvelles de ses proches et lui a remis des livres. Sa famille est tenue régulièrement informée de nos démarches.

Les échanges porteront enfin sur les sujets bilatéraux. La relation économique entre la France et la Turquie est dense : les exportations françaises représentent 7 MdsEuros, ce qui place la Turquie au 11ème rang de nos clients (3ème rang hors UE), tandis que les importations de la France en provenance de la Turquie en font son 6ème marché. M. Jean-Yves Le Drian évoquera les difficultés persistantes de nos entreprises à exporter et à investir alors que, malgré le rebond de l'économie turque perceptible depuis le début de l'année, le climat des affaires se dégrade.

2 - Paris accueillera les jeux olympiques et paralympiques en 2024 - Rappel de la déclaration de M. Jean-Yves Le Drian (13 septembre 2017)

Un siècle après avoir accueilli les Jeux olympiques d'été, Paris vient d'être élue ville hôte des jeux olympiques et paralympiques de 2024.

Cette victoire récompense un travail collectif volontaire et déterminé.

Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères s'est mobilisé pour promouvoir et accompagner pendant plus de deux ans le comité d'organisation de la candidature de Paris, que je remercie de ses efforts et que je félicite pour ce grand succès.

L'ensemble du réseau diplomatique français a inscrit la candidature de Paris 2024 dans son dialogue avec les partenaires étrangers de la France et a participé à sa promotion, dans le respect des règles de bonne conduite du code d'éthique édicté par le comité international olympique. De nombreux événements (sportifs, culturels, gastronomie, art de vivre à la française, etc) ont été organisés par les services des ambassades, des consulats généraux, des alliances françaises et des lycées français. Ces événements ont illustré les valeurs du sport et

de l'olympisme, telles que le respect et l'amitié et ont aussi mis en lumière l'attractivité, l'innovation et le savoir-faire de la France, terre d'accueil de grands événements sportifs, ainsi que la langue française, l'une des deux langues officielles du comité international olympique.

Budgétairement sobres et responsables, ces jeux olympiques auront un impact économique évalué à 10,7 Mds d'euros sur la période 2017-2034, d'après une étude du centre de droit et d'économie du sport. Les effets sur le tourisme sont estimés à 3,5 Mds d'euros sans compter les retombées bénéfiques de long terme sur l'attractivité touristique de notre pays, grâce aux nouvelles infrastructures de transport prévues et à la visibilité médiatique d'un tel événement. Ils témoigneront également du dynamisme et de la capacité à innover des entreprises françaises.

Le réseau diplomatique reste mobilisé pour expliquer et documenter ce projet auprès de tous nos partenaires afin d'en tirer tout le parti possible aux plans économique et touristique sans attendre.

3 - Liberté de la presse - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian avec M. Christophe Deloire, secrétaire général de RSF (Paris, 13 septembre 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a rencontré le 13 septembre M. Christophe Deloire, secrétaire général de Reporters sans frontières (RSF).

MM. Le Drian et Deloire ont fait le point sur l'état de la liberté de la presse dans le monde, ainsi que sur plusieurs cas individuels de journalistes actuellement emprisonnés en raison de leurs activités. À la veille du déplacement à Ankara du ministre, la situation de M. Loup Bureau a donné lieu à un échange approfondi.

Les priorités et initiatives de RSF, dans le cadre de la prochaine assemblée générale des Nations unies, ont été évoquées. M. Jean-Yves Le Drian a fait part du soutien de la France à l'initiative de RSF visant à créer un mécanisme ad hoc de protection des journalistes, mécanisme qui serait placé auprès du secrétaire général des Nations unies. Cette proposition est actuellement discutée avec nos partenaires aux Nations unies afin de la concrétiser.

Le pluralisme des médias, le droit d'informer ou d'être informé et la capacité à exprimer des points de vue critiques sont essentiels au débat démocratique. La défense de la liberté de la presse et de la liberté d'expression est une priorité de la politique étrangère de la France.

4 - Azerbaïdjan - Déplacement de M. Jean-Baptiste Lemoyne (15-16 septembre 2017)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, effectuera les 15 et 16 septembre une visite à Bakou à l'occasion de l'inauguration de l'université franco-azerbaïdjanaise. Cet établissement d'excellence, financé par les autorités locales, repose sur un partenariat avec plusieurs universités françaises, notamment celles de Strasbourg et de Rennes. Il a vocation, à travers un cycle de quatre années d'études, à former

de jeunes spécialistes dans des domaines de pointe : informatique, géophysique, génie chimique, génie pétrolier et gazier.

À l'occasion de son déplacement, M. Jean-Baptiste Lemoyne sera reçu par le président Ilham Aliyev. Il évoquera avec lui le potentiel de développement de nos relations bilatérales et lui confirmera en particulier la disponibilité des entreprises françaises à participer à la diversification en cours de l'économie azerbaïdjanaise. Il l'encouragera à poursuivre la coopération avec l'Union européenne dans le cadre du partenariat oriental. Enfin, il soulignera l'engagement et la détermination de la France, en tant que coprésidente du groupe de Minsk, à rechercher une solution négociée au conflit du Haut-Karabagh.

M. Jean-Baptiste Lemoyne rencontrera également le ministre des finances, M. Samir Sharifov, le ministre de l'éducation, M. Mikhail Jabbarov, le vice-ministre des affaires étrangères, M. Mahmud Mammad-Guliyev, ainsi que le président de l'agence des services publics, M. Inam Karimov, et le président du fonds d'investissement SOFAZ, M. Shahmar Movsumov. Ces entretiens permettront d'évoquer les principaux contrats publics en cours de négociation dans les domaines de l'énergie, des transports et de la gestion des services urbains, ainsi que les perspectives d'investissements azerbaïdjanaï en France. Le secrétaire d'État évoquera également avec ses interlocuteurs le développement d'un partenariat éducatif, en particulier pour former les futurs cadres de l'industrie. Il rencontrera des représentants de la société civile.

M. Jean-Baptiste Lemoyne visitera le lycée français, soutenu par le gouvernement azerbaïdjanaï, et recevra la communauté française.

Occupant une position privilégiée pour notre approvisionnement énergétique, au carrefour des routes reliant l'Europe à l'Asie, l'Azerbaïdjan est le premier partenaire économique de la France dans le Caucase du Sud, avec un milliard d'euros d'échanges en 2016.

5 - Journées européennes du patrimoine (16-17 septembre 2017)

À l'occasion de l'édition 2017 des Journées européennes du patrimoine, placée cette année sous le thème «Jeunesse et patrimoine», le ministère de l'Europe et des affaires étrangères ouvrira les 16 et 17 septembre ses portes au public sur trois sites : l'hôtel du ministre au Quai d'Orsay et les centres des archives diplomatiques de la Courneuve et de Nantes.

Au Quai d'Orsay, le public pourra visiter l'exposition photographique «Union(s) européennes, ambassadeurs de l'Europe de demain». Sous l'objectif de Frédéric de la Mure, photographe au Quai d'Orsay depuis plus de 30 ans, ce parcours présente les visages de familles franco-européennes de 18 nationalités différentes qui se sont formées grâce au programme d'échange Erasmus+ (<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere-et-son-reseau/evenements-et-actualites-du-ministere/actualites-du-ministere-de-l-europe-et-des-affaires-etrangees/article/ministere-de-l-europe-et-des-affaires-etrangees-fresque-photographique-union-s>).).

Les visiteurs pourront y découvrir le patrimoine historique de l'Hôtel du ministre à travers un circuit leur permettant de voir des lieux rarement accessibles, tels que le bureau du ministre ou les salles de bains du roi et de la reine. Dans la grande salle à manger, des restaurateurs d'art et des relieurs, qui oeuvrent à la préservation du patrimoine public, partageront leur savoir-faire.

Cette visite sera ponctuée d'intermèdes musicaux (Garde républicaine, chorale «Diplo Voce», orchestre de lycéens français et allemands). Les visiteurs pourront en outre découvrir dans les jardins l'atelier de fabrication de miel, en présence de l'apiculteur du ministère.

Pour plus d'informations : http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere-et-son-reseau/evenements-et-actualites-du-ministere/journees-europeennes-du-patrimoine/

6 - Corée du Nord

Q - Le secrétaire général des Nations unies, M. Antonio Guterres, a indiqué hier qu'il est prêt à jouer le rôle d'intermédiaire entre la Corée du Nord et les acteurs concernés. Comment évaluez-vous la proposition de M. Guterres ? Est-ce que la France est prête à soutenir cette initiative ?

R - Face à la menace à la sécurité régionale et internationale que représente la poursuite des programmes nucléaires et balistiques nord-coréens, en violation des résolutions du conseil de sécurité des Nations unies, une réponse ferme, claire et unie de la communauté internationale est nécessaire, pour préserver le régime de non-prolifération, empêcher l'escalade et ramener la Corée du Nord à la table des négociations.

7 - Iran

Q - Selon les médias, les États-Unis ont invité hier les ministres des pays qui ont conclu en 2015 l'accord sur le programme nucléaire iranien à se réunir en marge de l'Assemblée générale de l'ONU. Avez-vous reçu cette invitation ?

R - Nous annoncerons demain le programme détaillé de M. Jean-Yves Le Drian à l'Assemblée générale des Nations unies. Je vous invite à vous y référer./.